

REPUBLIQUE FRANCAISE

dossier n° PC 021 210 15 B0006

Commune de Créancey

date de dépôt : 28 juillet 2015

demandeur : Madame LASSALLE AGNES

pour : une construction d'une habitation

adresse terrain : 2 RUE Vandenesse, à
Créancey (21320)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Créancey

Le maire de Créancey,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 28 juillet 2015 par Madame LASSALLE AGNES demeurant 3 RUE Ponsard, Pouilly-en-Auxois (21320);

Vu l'objet de la demande :

- pour une construction d'une habitation ;
- sur un terrain situé 2 RUE Vandenesse, à Créancey (21320) ;
- pour une surface de plancher créée de 95 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 19 octobre 2015;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 juillet 2004, modifié et révisé le 13 décembre 2012 ;

ARRÊTE

Article 1


Le permis de construire est ACCORDE.

Respecter les prescriptions
Emises par ERDF par avis
du 04/08/2015
(document ci-joint au présent arrêté)

Fait à Créancey, le 13 NOVEMBRE 2015

Le maire,

Jocelyn CHAPOTOT



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.



ERDF - ARE Bourgogne

MAIRIE DE CREANCEY
VILLAGE
21320 CREANCEY

Téléphone : 09 69 32 18 51

Interlocuteur : ARE ERDF

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

DIJON, le 04/08/2015

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC02121015S0006 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 2, RUE DE LA VANDENESSE

21320 CREANCEY

Référence cadastrale : Section ZS , Parcelle n° 137

Nom du demandeur : LASSALLE AGNES

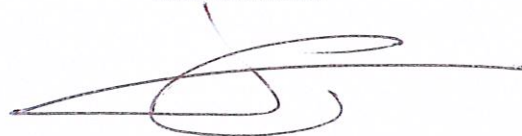
Pour la puissance de raccordement demandée de 12 kVA monophasé, aucune contribution financière¹ n'est due par la commune à ERDF. Notre réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 12 kVA monophasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement supérieure à celle indiquée ci-dessus, une éventuelle contribution financière pour des travaux de raccordement pourrait être à la charge de la commune (ou de l'EPCI).

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à ERDF.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Votre conseiller



¹ Cette contribution financière est définie à l'article L342-11 du code de l'énergie